

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

le jeu du capitalisme international : notre indépendance aliénée...

notre dossier pages 4, 5 et 6

EDITORIAL

Nombre de commentateurs ont souligné la faiblesse majeure du discours-programme de M. Messmer, comme de tout ce qui caractérise en général le régime de M. Pompidou : l'absence de projet à long terme, de modèle de société. Jacques Chaban-Delmas, avec sa nouvelle société qui n'était guère qu'un mot un peu usé, déjà dépourvu de la force du mythe, avait voulu compenser cette terrible absence.

L'histoire montre que les institutions et les hommes qui ont marqué leur temps, ont toujours eu un grand dessein pour orienter leur action. C'était un grand dessein pour la famille capétienne que de vouloir faire

la France. C'en était un autre, d'une importance considérable, que de viser à l'abaissement de la Maison d'Autriche pour recréer un équilibre européen, empêcher toute volonté d'impérium universel.

De même, dans l'ordre économique, dans l'organisation de la Société, la supériorité ou l'excellence de l'Etat se juge à sa faculté de prévoir et d'anticiper sur les réformes nécessaires, sur les modèles futurs, les mutations indispensables. Les Capétiens ont toujours été à l'avant-garde de tous les progrès, ils ont périodiquement devancé leurs contemporains. Pour reprendre la boutade de Bernanos, il n'y eut dans notre histoire qu'un seul roi réactionnaire, on lui a coupé la tête.

Or ce qui est frappant dans le régime Pompidou, c'est cette absence

d'imagination, cette impression continue qu'il donne d'être en retard de plusieurs mètres, d'être impuissant à donner sa marque à son temps. C'était déjà un fameux signe que l'appel au maire de Saint-Chamond peu avant les élections de mars. C'est un autre signe de peur et de timidité face à l'avenir que le ralliement au régime des conservateurs les plus obtus.

Ce n'est pas le catalogue des recettes et l'empirisme à courte vue qui pourront donner une solution quelconque à tous les grands problèmes d'aujourd'hui : l'inflation, la révolte du prolétariat immigré, la faillite de l'université. Il faudrait un grand dessein de remodelage de la société. Le système Pompidou est dans l'incapacité de l'imaginer et de le mettre en œuvre.

N.A.F.

georges mathieu :

de la révolte à la renaissance

Mathieu vient renverser deux mille ans de tradition erronée en introduisant, pour la première fois dans l'art occidental, les notions de vitesse, de spontanéité, de risque.

Céline disait un jour, au cours d'un entretien : « Ce qui m'intéresse, c'est d'être ignoré, ignoré complètement. J'ai un goût... un goût animal pour le retrait. Oui, Boulogne me plairait assez, moi, Boulogne-sur-Mer. Des pays où personne ne va jamais... » A défaut d'y aller, certains en viennent, tel Sainte-Beuve. Et Georges Mathieu — qui ne disait pas n'importe quoi lorsqu'il criait à André Breton : « Maurras (...) était épris de l'idéal grec d'ordre et de mesure, il était méditerranéen. Je suis, moi, épris d'un idéal de grandeur et de démesure, et j'ai dépensé six millions pour démontrer que tout ce qui nous venait de bien dans la civilisation occidentale nous venait du Nord et non du Sud. Je ne suis pas né à Martigues, mais à Boulogne-sur-Mer... » (1). D'emblée, Mathieu se range du côté de Novalis (« Henri d'Olterdingen est un chant de pur lyrisme, jailli du cœur même de la poésie... ») et de Nietzsche.

REJETER

L'« ERREUR » HUMANISTE...

Nouvel avatar de la grande offensive anti-platonicienne qui s'est développée en Occident depuis Nietzsche, précisément. Mathieu n'a rien moins que l'ambition de renverser la dictature absolue de l'humanisme renaissant sur l'esprit occidental. « Effacera-t-on jamais la tare originelle de tout un courant de notre civilisation né de cette erreur fondamentale : tenter d'accéder à l'Être à partir de l'homme ? » (2). Il situe l'irruption de cette « erreur » dans notre univers intellectuel non pas à la Renaissance elle-même, comme le faisait Antonin Artaud, mais deux siècles plus tôt, à Siger de Brabant, adepte d'Averroès qui introduisit Aristote dans notre monde. La condamnation de Siger par l'évêque de Paris, généralement considérée comme un chef-d'œuvre d'obscurantisme, fut commémorée en grande pompe par Mathieu en 1957, à l'occasion de son six-centième anniversaire. Car, « de Siger de Brabant à Bacon, de Descartes à Hegel, la pensée occidentale a cédé à cette impulsion grecque qui veut à tout prix établir une forme close, confondre l'être et le connaître, supprimer la transcendance » (3).

C'est à travers l'art pictural que ce péché originel de l'Occident s'est le plus clairement manifesté. Mathieu dénonce les phases de notre décadence sans aucune ambiguïté : « Le style inventé par Cimabue et Giotto, poursuivi par Fra Angelico et Uccello, épanoui avec Botticelli, Vinci, Raphaël et Titien, c'est-à-dire la Renaissance, va constituer la plus vaste entreprise de sclérose de l'esprit : l'Humanisme » (4). Toute la peinture occidentale s'est soumise à un rationalisme de la forme, à une primauté de la composition. Les artistes étaient moins des créateurs que des artisans, voire des tâcherons.

... POUR LIBÉRER LE GESTE DE L'ARTISTE

Mathieu vient bouleverser tout cela, renverser deux mille ans de tradition erronée. Comment ? En introduisant pour la première fois, dans l'art occidental, les notions de vitesse, de spontanéité, de risque. Il s'agit de renoncer totalement à remettre cent fois l'ouvrage sur le métier, pour se fier à la seule immédiateté du geste. Qu'on n'aille pas croire, cependant, que ce soit

là l'écriture automatique des surréalistes. Pas du tout : c'est seulement — mais complètement — l'usage par l'artiste de sa liberté intégralement recouvrée. L'art occidental avait édifié lui-même les barreaux de sa propre prison. Il s'agit de les faire sauter, de les désintégrer, car ils sont contre nature, même s'ils étaient devenus une deuxième nature.

Dur combat, que Mathieu mène sur plusieurs fronts depuis 1944. Dans ce livre qu'il vient de publier, « De la Révolte à la Renaissance », il en retrace les principaux épisodes, qui vont jusqu'à la diffusion mondiale de ses conceptions picturales, auxquelles il a lui-même donné le nom d'Abstraction lyrique.

« Picasso et Céline, déclarait tout récemment Matzkeff, sont peut-être des génies, mais ils ont rendu un très mauvais service à la peinture et la littérature, en persuadant toute une bande de médiocres épigones qu'en art, n'importe qui peut faire n'importe quoi : ils ont ouvert la porte à l'imposture. » Mathieu a conscience du danger que représente une libération totale de l'artiste. Ayant décliné toute responsabilité quant aux abus qui en ont découlé, il conclut avec optimisme : « C'est sans doute le destin des grandes révolutions que de noyer la lucidité dans l'euphorie des conquêtes. Le temps prend peu à peu sa revanche et rétablit les hiérarchies » (5). On est tenté d'ajouter : Inch Allah !

QUESTIONS A GEORGES MATHIEU

On comprendra que nous n'approuvions pas toutes ces prises de position. D'abord, cette vision de la Grèce et de l'Occident, où l'ordre rationnel, apollinien, aurait totalement étouffé les forces naturelles, spontanées, dionysiennes. René Huyghe avait beau jeu de rappeler à Mathieu, il y a peu de temps, que toujours « Apollon était suivi de Dionysos, que Dionysos était corollaire d'Orphée et que le serpent venait souffler à l'oreille d'Athènes... »

On reste par ailleurs perplexe de voir une ambition aussi grandiose — ce n'est pas rien que proposer le renversement de deux millénaires de tradition artistique — se compromettre dans des polémiques qui évoquent parfois fureusement des règlements de compte de chiffonniers rancuniers.

Mais ces remarques sont moins des critiques que des questions à Georges Mathieu. Nous savons trop ce qui, dans l'état de civilisation où nous nous trouvons, nous rapproche de lui. « Les dangers qui guettent l'artiste, écrit-il, ne sont pas seulement ceux de son corps à corps avec la liberté. Sa solitude morale est à son comble dans un monde où la commercialisation des œuvres a remplacé l'amour, ou tout au moins l'intérêt pour la création, où la pseudo-culture s'installe dans les esprits et dans les musées, où des techniques publicitaires sont utilisées pour promouvoir des manifestations artistiques, où la confusion la plus grande règne dans l'échelle des valeurs... » (6).

Dans la seconde partie de son livre, qui rassemble des documents — articles, conférences, déclarations, affiches, etc. — illustrant la première partie (historique), se trouve une très belle « Epître à la Jeunesse ». Sans doute y retrouve-t-on le besoin de se fermer totalement aux traditions classiques, de « couper tous les ponts avec la Renaissance ». Notre révolte ne prend pas tout à fait le même itinéraire. Mais comment rester insensible à cet appel : « Après les valeurs aristocratiques défuntes, après l'embour-

geoisement progressif des masses, il n'y a plus que les jeunes et les artistes pour incarner une idéologie de combat dans une société de consommation qui a étouffé toutes ses colères dans le confort douillet de ses médiocrités (...) Braquons tous les projecteurs sur cette sécurité et cette abjection où règne l'argent, tombeau des rêves et des passions, où les vocations ne montent plus qu'à l'échelle de la réussite, où le conformisme des modes engouffre ce qui reste de singularité vivante, et opposons à la société présente un refus total. » Ce texte date de mai 1964, et sera lu à Radio-Luxembourg en janvier 1968.

Il est ainsi des hommes avec qui on n'est d'accord sur presque rien, hormis l'essentiel. Encore, j'allais l'oublier, Mathieu est-il royaliste !

Christian DELAROCHE.

- (1) De la révolte à la Renaissance, Coll. Idées (Gallimard), p. 277.
(2) Id. p. 140.
(3) Id. p. 226.
(4) Id. p. 245.
(5) Id. p. 141.
(6) Id. p. 151.

ARSENAL

avril 1973

sommaire

CIBLE

Après le triomphe du gaullisme musclé, voici la victoire du conservatisme mou. Mais combien de temps durera la Chambre-gris-horizon ?

THEME

Les intellectuels ont-ils une fonction spécifique dans la société ? Des stratifications n'étaient-elles pas déjà très distinctes dans les sociétés plus anciennes ? La tripartition sociale (clercs, politiques, marchands) semble survivre aujourd'hui encore. Peut-on en conclure à un renouveau de la puissance des clercs ?

IDEES

A chaque élection législative ou présidentielle, le problème constitutionnel se pose.

Roger Garaudy, intellectuel post-marxiste, s'interroge sur la société de demain.

TENDANCE

L'entreprise, institution cardinale de la société contemporaine ? L'analyse critique de deux ouvrages récents permet d'avancer dans l'approche d'une redéfinition de l'entreprise.

ENTRETIEN

Un film récent, des idées qui se propagent avec rapidité, des mythes qui renaissent. Est-ce le grand retour de l'Utopie ? Avec Gédé, réalisateur de « L'An 01 », quelques éléments de réponse.

Le numéro : huit francs.

Ecrire à la revue mensuelle « Arsenal » — 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris — pour demander un exemplaire (C.C.P. La Source 30 737 24). La liste des points de diffusion N.M.P.P. figure dans chaque numéro d'« Arsenal ».

un mai tiède pour la C.G.T.

Pour la C.G.T., le mois de mai sera vif mais respectueux des règles du jeu légal.

On pouvait s'attendre, au lendemain des élections, à une reprise de l'agitation sociale. L'échec politique de la gauche a été durement ressenti. Il a laissé chez les militants un goût amer...

« Nous avons le devoir de prendre partout la tête de l'action revendicative. » Georges Séguy a senti le besoin de le rappeler à ses troupes en train de « souffler » après la longue campagne des législatives et décontenancées par le développement de mouvements qu'elles n'avaient ni démarrés ni prévus.

Il fallait très vite réorienter l'action vers les entreprises et offrir des compensations à la base. Une base d'autant plus combative que les gauchistes lui avaient prédit l'échec du Programme commun et avaient dénoncé l'électoratisme comme une entrave au développement des luttes. Il est significatif qu'à l'origine du mouvement chez Renault, on trouve des O.S. immigrés qui ne sont pas électeurs. La base a pris Séguy de vitesse.

LES SYNDICATS PLUS SURPRIS...

Des grèves éclatent, affectant un secteur limité, mais dont les répercussions s'étendent à toute l'entreprise. On les appelle *grèves-bouchons*, *grèves sauvages*. Elles éclatent et se terminent dans la confusion la plus totale. Chez Renault, divers groupes politiques se font la main en déclenchant des mouvements inopinés, des actions imprévues, des *grèves-commandos* : « On n'est au courant que lorsque les gars ont déjà commencé à défilé », nous confiait un O.S. de Billancourt. Si l'attention se porte surtout vers la Régie et ses différentes usines, il ne faudrait pas oublier les multiples mouvements qui éclatent en Lorraine, en Bretagne, dans la Loire, et qui affectent aussi bien de petites entreprises que des grosses « boîtes ».

Presque partout les syndicats, qui sont rarement à l'origine du mouvement, s'empressent d'en prendre la tête. Avec des réussites diverses. Chez Peugeot, C.G.T. et C.F.D.T. décident une journée d'action dans toutes les usines du groupe. Echec à peu près complet, sauf à Lille. Il est vrai que la direction a pris depuis longtemps des mesures. Tant physiques que psychologiques. Chez Renault, J. Breteau, secrétaire fédéral C.G.T., éprouve le besoin de déclarer à plusieurs reprises que son syndicat *tient le mouvement bien en main* ! A Billancourt, les joutes verbales au « mégaphone » entre comités de lutte et C.G.T. n'en donnaient pas l'impression.

... QUE LE PATRONAT

Les organisations de la gauche installée ne se sont pas encore faites à l'idée qu'elles pourraient être débordées. C.G.T. et même C.F.D.T. n'arrivent plus à prévoir les mouvements et donc à les anticiper pour en prendre la tête.

Devant des grèves anarchiques, minoritaires mais terriblement efficaces, les bureaucraties syndicales sont désarmées ; bien plus que les technocraties patronales.

Le patronat s'inquiète beaucoup plus de la manière dont il devra financer le programme de Provis. Il vient tout juste de « digérer » les mesures prises depuis deux ans (mensualisation, formation). Il n'acceptera de faire plus qu'à la condition que l'Etat desserre sa législation sur les prix. L'économie française se porte bien. Chacun se félicite du niveau record de nos exportations — en oubliant qu'une bonne part de notre production appartient déjà aux étrangers. La production industrielle se maintient à un haut niveau. Pas assez élevé cependant pour M. Laubard, président de la Chambre de Commerce de Paris, qui déplore « la faiblesse de nos capacités de production ». Il y voit une cause d'inflation, par insuffisance de l'offre, et aussi une cause de tensions dont la machine économique peut souffrir.

MAIS LEUR FORCE DEMEURE

A ceux qui ne vivent qu'en taux d'expansion et capacité de production répondent ceux qui contestent le travail industriel. Au capitalisme sauvage répond la grève sauvage. Les deux phénomènes se constatent dans tous les pays à économie avancée. L'expansion galopante s'accompagne d'une recrudescence de mouvements sociaux incontrôlés.

En France les bureaucraties syndicales sont entrées depuis longtemps dans le jeu légal. La C.G.T.-Renault proclame « sa conscience aiguë de ses responsabilités ». Arrivera-t-elle, malgré cela, à contrôler l'agitation qui se développe. On peut penser que oui. Les grèves-bouchons, si elles affectent gravement la production et ont de vastes répercussions sur des dizaines de milliers d'ouvriers, sont le fait d'un petit nombre.

La grande majorité suit encore les mots d'ordre des syndicats. Les gauchistes ont réussi des coups spectaculaires mais leur travail de sappe n'a pas encore atteint la masse des ouvriers. Ceux-ci, par habitude, continuent à faire confiance à leurs syndicats. L'usine Renault du Mans n'a pratiquement pas bougé.

Les syndicats conservent toutes leurs facultés de récupération : ils ont seuls les moyens de parler à et pour l'ensemble des travailleurs. L'appareil syndical peut être long à réagir, mais sa puissance lui permet de tenir plus longtemps.

La C.G.T. fera le 1^{er} mai une démonstration de puissance. D'autant plus que cette année le défilé est unitaire — il ne l'était plus depuis deux ans — et que toutes les organisations de gauche et peut-être les trotskystes y appelleront en masse. Les communistes feront tout pour y montrer leur force tranquille et remettre en ordre ce qui doit l'être. A savoir qu'ils dirigent toujours la lutte des masses, comme l'a demandé Séguy. Certains parlent d'un *mai rampant*, à l'italienne. S'il ne tient qu'à la C.G.T., le mois de mai sera vif mais respectueux des règles du jeu légal.

Jean-Marie BREGAINT.

l'affaire de Bruay

La plus grande erreur du juge Pascal n'est pas de s'être trompé de piste, mais d'avoir cru que la justice devait être à ciel ouvert.

Est-il trop tôt pour tirer une leçon de l'affaire de Bruay ? Va-t-elle rebondir ou s'achever banalement dans les aveux de ce gamin pitoyable qui prétend avoir tué en quelque sorte sans raisonner, pour rien ?

Il est probable qu'un public versatile va accabler le « petit juge », comme hier le notaire et sa fiancée. Les cortèges qui hurlent sous les fenêtres de l'un appellent les cortèges qui hurlent sous les fenêtres de l'autre ! Quand sortirons-nous de ce monde des motions et des émotions, des piétons à pétitions, de ce monde des cortèges et des comédiens ? Hier, comme l'écrit justement Thierry-Maulnier dans *le Figaro*, « une justice populaire, si on les laissait faire, aurait vivement réglé son compte au notaire ». Demain, si l'on en croit certains propos, c'est le « petit juge » qui devra rendre des comptes, pour un excès de zèle et pour une erreur de jugement. On ne peut être satisfait ni de l'atmosphère d'hier ni de celle de demain.

Dès l'origine, nous avons protesté ici contre la justice donnée en spectacle et cherchant les applaudissements du public. La situation d'un accusé est assez atroce pour que le silence entoure ses défenses et en quelque sorte les prépare. La situation d'un juge — et surtout d'un juge d'instruction — est aussi assez difficile pour que le même silence entoure ses réflexions et ses décisions.

La plus grande erreur du juge Pascal n'est pas de s'être trompé de piste. J'ai connu des juges d'instruction parfaitement « objectifs ». Ils ne découvriraient jamais rien. Toute découverte suppose un *a priori* et il n'y a qu'un pas entre l'*a priori* et le préjugé. L'erreur majeure du juge Pascal est d'avoir cru que la justice devait être à ciel ouvert et qu'elle devait être, en tous ses pas, accompagnée de l'assentiment des mégères et des voyeurs.

Qu'il lui soit pardonné ! Il suffit d'avoir lu son livre pour savoir comme il est victime des erreurs de son temps, comme il confond aisément tout changement avec un progrès et comme il baigne dans cette mythologie qui s'exprime à peu près dans la phrase suivante : « Je ne sais pas si c'est mieux, mais je sais que c'est plus démocratique. » Cette folie abstraite, cette obstination bêtifiante, ne sévissent pas que dans la justice, hélas !

G.-P. WAGNER.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau Paris 10^e

notre indépendance

L'indépendance nationale n'est pas seulement menacée par l'agression armée, elle peut l'être aussi par l'agression économique.

Du grand hebdomadaire économique au quotidien de province, de la revue spécialisée au magazine régional, tout le monde en parle. Les Anglais ont débarqué. Il serait bon d'ajouter : les financiers anglais. Ce sont eux qui depuis seize mois ont investi en France plus que pendant ces vingt dernières années. Et ces investissements sont généralement réalisés dans l'achat d'entreprises françaises. Le mouvement prend une telle ampleur qu'il est devenu nécessaire de l'examiner sous tous ses aspects.

Mais que peut dire la Nouvelle Action Française ? En quoi ce sujet, strictement économique pour la plupart des commentateurs, peut-il intéresser un mouvement politique ?

Il faut bien sûr dépasser l'anecdote. Le rachat d'un immeuble en plein centre de Paris, Lille ou Lyon, l'acquisition au prix fort d'une entreprise en développement, l'implantation d'une filiale, la mise sur pied d'un réseau commercial, c'est affaire quasi-quotidienne. Le problème posé

est alors très concret, mais aussi très limité : il est difficile d'en tirer un enseignement de portée générale. Par contre constater que des secteurs entiers de l'économie sont en passe d'être orientés, planifiés, dirigés par des décisions prises hors du cadre national, peut faire réfléchir. Constater dans le même temps que des dizaines de milliers de travailleurs sont à la merci d'une décision de licenciement prise en fonction d'une stratégie non plus régionale ou même nationale, mais bien planétaire, ne laisse pas d'être inquiétant.

Ces deux aspects du problème sont loin d'épuiser le sujet. Ils ont pour simple objet d'illustrer la démarche adoptée par la Nouvelle Action Française lorsqu'elle entreprend d'affirmer, et de prouver, qu'il faut réagir face à ce nouveau défi. Réaction sans aucune xénophobie, aucun chauvinisme, aucun passéisme.

Depuis quelques mois un groupe de recherche de la Nouvelle Action Française s'est penché sur ce problème, collectant les faits accumulés les diverses études sur le sujet, tentant de lui donner une dimension nouvelle.

Il ne s'agit pas de se lamenter avec véhémence

ou d'agiter la vindicte nationale contre la « perfide Albion », l'implantation de firmes américaines et l'incursion allemande, italienne, néerlandaise ou même espagnole, maintenant japonaise. Notre but est autant de décrire une situation, de la cerner le mieux possible, que de déterminer les implications économiques, sociologiques, politiques de ce mouvement.

Implications politiques, avons-nous dit. Entendons par là que la notion d'indépendance nationale n'est pas une idée abstraite, mais une réalité très concrète. L'indépendance est la condition première du développement harmonieux de la communauté nationale, c'est-à-dire du cadre de vie naturel de 50 millions de Français, de leur cadre de protection privilégié. Pour une telle réalité des milliers de personnes ont donné leur vie. Mais l'indépendance n'est pas seulement menacée par l'agression armée, elle peut l'être par l'agression idéologique et par l'agression économique, l'une allant souvent de pair avec l'autre.

Il y a peu, Philippe de Saint-Robert déclarait dans les colonnes de N.A.F. : « On nous prédit que dans dix ans la France sera la troisième

...la france colonisée ?

Dès qu'on a pris conscience de la gravité du phénomène de dépendance, le problème des investissements étrangers s'éclaire de lui-même.

Pour saisir dans toute sa dimension le problème de fond posé par les investissements étrangers en France, il est nécessaire de replacer ce mouvement de capitaux dans son contexte historique, économique et politique.

L'expansion foudroyante de l'économie américaine, le développement sans précédent des pays occidentaux, la forte progression des échanges internationaux, la constante interpénétration des économies nationales et les problèmes monétaires qui s'y rattachent, autant de faits qu'il faut garder présents à l'esprit et dont il s'agit de comprendre toutes les conséquences.

L'ESSOR AMERICAIN

L'expansion américaine a pris véritablement son essor international avec la Seconde Guerre mondiale dont l'issue lui a offert un support politique de choix. Grands vainqueurs sur le théâtre des opérations militaires, les Etats-Unis ont su comprendre quel profit ils pouvaient tirer de cette situation. Et c'est l'importante aide économique accordée à l'Europe au lendemain de la guerre, comme la conclusion de l'*Alliance atlantique*, qui allaient consacrer leur « leadership » economico-politique. Le dollar devenait monnaie de réserve, l'industrie américaine partait à l'assaut du Vieux Continent pour l'aider à se relever de ses ruines mais aussi pour s'y implanter solidement et durablement. Enfin, les européens n'avaient de cesse d'imiter en tous points leurs alliés d'Outre-Atlantique, et ouvraient largement leur économie aux investissements américains.

En même temps tendait à se dissoudre le fait — comme le concept — de protection territoriale. Dissolution sensible lors du « Kennedy round » comme lors du *Traité de Rome*. Dissolution malgré tout imparfaite dans la mesure où le « protectionnisme » — réflexe de défense autant qu'arme privilégiée de riposte — réapparaît

paraît périodiquement, surtout en période de crise.

Ne tombons pas dans l'erreur de croire que les relations économiques internationales se déroulent sans heurts, selon des règles communément admises, par des échanges se déroulant sans difficultés. Ce sont des firmes qui s'opposent et s'affrontent avec leurs stratégies divergentes, mais aussi des nations soucieuses de trouver l'avantage maximum pour leurs ressortissants. C'est un fait d'observation que *chaque échange économique combine un échange pur et un rapport de force* (1).

Dans ce contexte économique (et politique) brièvement décrit, chaque nation tente alors à la fois de réaliser un développement harmonieux et de préserver son indépendance, ou tout au moins une certaine liberté de manœuvre. L'élément essentiel de cette situation restant la puissance de l'économie américaine.

Une telle puissance met rapidement en position de dépendance une économie entière. Dépendance immédiatement sensible au niveau de la dimension, du rapport de forces, dépendance également très forte au niveau de la structure. De la même façon qu'une région à structure forte peut dominer une région à structure faible (région du Limousin par rapport au Centre, par exemple), une nation à structure économique forte peut exercer une « emprise de structure » sur une nation à structure économique faible. Emprise se développant d'abord par le canal des échanges extérieurs puis par l'investissement direct (2). Mais ce n'est pas de la juxtaposition des investissements directs, ou des implantations, que naît automatiquement la dépendance économique, c'est essentiellement de la combinaison structurelle de tous ces éléments (3).

« Seule l'action politique reste possible et féconde lorsque les réponses économiques, dans le même plan que le partenaire, sont difficiles à l'extrême. »

Professeur François PERROUX.
(Indépendance de la Nation.)

Il pourra donc s'offrir de quelques investissements dans des secteurs-clés de l'économie pour que l'on puisse dire que celle-ci n'est plus véritablement indépendante.

L'EMPRISE DE STRUCTURE

En observant la situation actuelle, on constate l'existence d'une quasi-emprise de structure des Etats-Unis sur l'Europe, dans certains pays plus que dans d'autres. Emprise sensible au niveau des investissements directs qui, de 1958 à 1961, sont passés de 100 millions de dollars à environ 1,2 milliard de dollars.

Empire sensible également au niveau des échanges extérieurs, surtout dans leur contrepartie monétaire. La récente crise monétaire en a été une démonstration révélatrice, de même que les négociations commerciales qui s'engagent sur le plan mondial.

Au-delà d'une emprise purement économique, ou parallèlement à elle, on découvre une véritable emprise idéologique dans la mesure où une sorte de *mimétisme* pousse les pays occidentaux à mettre en pratique chez eux un prétendu *modèle* américain. Ce que l'on pourrait appeler l'*atlantisme* achève alors de favoriser l'emprise de structure des Etats-Unis. Le débat autour de Concorde est très caractéristique d'un état de fait et d'un état d'esprit que nous avons essayé d'analyser dans la *Naf-hebdo*.

La gravité du phénomène n'échappera à personne. Si on cherche un mot qui puisse le résumer et lui donner un puissant impact, on pense immédiatement à celui de *colonisation*. Il peut paraître trop fort mais sa réalité se consolide de jour en jour. Il s'agit de ce qu'on a appelé le *nouveau rêve américain*. C'est le professeur Samuelson, économiste américain de réputation mondiale, qui lui a donné son expression la plus achevée en affirmant que les Etats-Unis devraient devenir, sous peu, le « *quartier général économique du monde* » ! Ne s'agit-il pas de « *faire des Etats-Unis une nouvelle Rome vivant du tribut versé par les travailleurs d'un immense empire* », selon l'expression d'un commentateur anglais ?

liénée...

puissance mondiale. Je m'en réjouis. Mais je dis que cela ne sert à rien si la France est d'ici là dépossédée d'elle-même, si elle devient une société par actions dont le siège social sera à Bruxelles, et les détenteurs à New York ou à Londres. »

Qui ne souscrirait à une telle déclaration ?

Et les implications sociales ? La vente d'une entreprise française à des capitalistes étrangers ne pose pas seulement le grave problème de l'indépendance nationale, elle entraîne inévitablement une question capitale : à qui appartient l'entreprise ?

Voilà donc les deux domaines à explorer : indépendance nationale et propriété de l'entreprise. La notion d'indépendance du pays est vide de sens si la cellule économique de base de ce pays, l'entreprise, n'est pas remise en question dans ses finalités comme dans sa structure propre. Inversement, aucune réforme, aucun bouleversement même, n'est assuré de durer sans la garantie de l'indépendance.

Gérard LECLERC,
Directeur politique
de la naf-hebdo.

L'arrivée de capitaux étrangers en France n'est pas un fait récent. Le problème qu'ils posent aujourd'hui s'est déjà révélé, par exemple, il y a environ dix ans.

Le 31 août 1962, la General Motors annonce qu'elle licencie 685 membres du personnel de son usine de réfrigérateurs, dans la banlieue parisienne. Dix jours plus tard, la Remington Rand annonçait le licenciement de huit cents ouvriers sur les mille deux cents de son usine, près de Lyon. Or cette usine avait été construite en grande partie grâce aux prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations, contrôlée par l'Etat.

Toutes deux expliquèrent également que leur décision répondait à une volonté de rationaliser leur production dans le cadre du Marché commun. Sensible aux protestations des syndicats et de la presse, M. Bokanowski, ministre de l'Industrie, condamna publiquement ces pratiques. Un an à peine après ces faits, on apprenait que la société Chrysler venait d'acquiescer 64 % du capital de Simca, le troisième producteur français d'automobiles.

Il suffit d'examiner la structure économique de l'Europe pour se rendre compte que les firmes américaines y sont fortement implantées dans des secteurs-clés, comme l'informatique, et pour comprendre que la prévision d'une nouvelle Rome n'est pas une simple vue de l'esprit.

UNE RIPOSTE POSITIVE

Comme les velléités d'une Europe indépendante-des-Etats-Unis apparaissent alors bien utopiques ! A n'en pas douter les investissements en France provenant — directement ou non — des Etats-Unis, sont les plus dangereux car leur progression nous entraînerait inévitablement dans un état de quasi-colonisation. Mais ceux qui viennent de la Communauté Européenne élargie ou d'autres pays posent à terme le même problème.

Nul ne niera l'impact bénéfique de l'implantation d'une usine nouvelle avec la création d'emplois qu'elle représente, l'apport de capitaux productifs, le transfert de « savoir-faire ».

(suite en page 6)

LES PARTICIPATIONS ETRANGERES EN FRANCE EN 1972...

— Secteur de l'ENERGIE

(petite revue
non
exhaustive)

MAI

- Westinghouse, firme américaine, prend 45 % du capital de Framatome.
- Westinghouse prend 35 % du capital d'Eurofuel, spécialisée dans la fabrication de combustibles nucléaires.

— Secteur des MINES, METALLURGIE ET TRANSFORMATION DES METAUX

MAI

- Rio Tinto Zinc prend le contrôle de la société française Elmaduc, spécialisée dans l'anodisation des produits en alumine.
- La société américaine Microdot prend le contrôle des établissements Deraeve, spécialisés dans la Boulonnerie.
- La société américaine Voishan acquiert 34 % du capital de Blanc-Aéro, boulonnerie aéronautique.

JUILLET

- Le groupe anglais C.H.E.L. achète 50 % des actions de Voyer, quatrième entreprise française de constructions mécaniques.

SEPTEMBRE

- La société américaine Eaton prend le contrôle de la société Manil, son licencié en France.

OCTOBRE

- Le groupe anglais I.C.I. prend le contrôle de Prestil, n° 1 français de la fermeture à glissière.

— Secteur de la CONSTRUCTION MECANIQUE, ELECTRIQUE et de l'ELECTRONIQUE

JANVIER

- Le groupe allemand Schuller prend une participation minoritaire dans la société alsacienne Spiertz.

MARS

- Le groupe multinational américain I.T.T. prend une participation de 70 % dans le capital des établissements Jean Renaud, société spécialisée dans les composants électroniques.

JUILLET

- La société Vorwerk International A.G., filiale suisse de la société allemande Vorwerk, prend la majorité du capital de la société française Semco, fabricant de petits appareils ménagers, appartenant au groupe Thomson-Brandt.

- Le groupe américain Emerson prend le contrôle de la société Ettrex, à Soissons, fabricant de résistances électriques pour les appareils ménagers et l'industrie.

— Secteur du TEXTILE

AVRIL

- Les « 100.000 Chemises » passent sous le contrôle du groupe anglais Great Universal Stores.

SEPTEMBRE

- Le C.C.C. passe sous le contrôle de la société anglaise Acrecrest Ltd.

— Secteur de la CHIMIE

JUIN

- La société U.S. Sun Chemical prend le contrôle de France-Couleurs.

— Secteur du BOIS, de l'AMEUBLEMENT, du PAPIER et INDUSTRIES DIVERSES

FEVRIER

- La société italienne Soiluppo prend 25 % de la Bijouterie Cartier.

MAI

- L'Owens Illinois achète 70 % des Pape-teries d'Espalay.

JUILLET

- La société britannique Mardon Packaging Overseas Ltd de Bristol a pris une participation majoritaire dans les Imprimeries De-brar et Cie.

SEPTEMBRE

- La firme U.S. Mahasco prend le contrôle

de la société française Ranger S.A., entreprise de meubles.

- Le groupe britannique Mardon Packing prend une participation majoritaire dans le capital de la société Giraudet.

- La société U.S. General Mills prend le contrôle de Mécano-France.

OCTOBRE

- La société suédoise des allumettes (S.T. A.B.) prend le contrôle (51 %) des établissements Victor Mescle, fabricant de panneaux de contreplaqué.

— Secteur des INDUSTRIES ALIMENTAIRES et du COMMERCE

AVRIL

- La Chocolaterie Cémoi passe sous le contrôle de la société américaine Di Georgio International.

SEPTEMBRE

- Le groupe United Biscuits prend une participation minoritaire dans le capital de la Générale de Panification.

OCTOBRE

- Le groupe J. Lyons and Cy de Londres prend une participation majoritaire dans l'en-

treprise de salaisons Le Rosemont de Besançon.

DECEMBRE

- Le groupe anglais Lyons prend le contrôle de la conserverie Reybier.

- La filiale anglaise Argyle du groupe « Générale Occidentale » réachète les magasins du Louvre pour en faire des bureaux.

Et pour 1973 cela repart de plus belle (avec des sociétés japonaises et même espagnoles).

la france colonisée ? (suite)

A côté de cet investissement-actif, il y a aussi l'investissement-passif qui consiste à racheter une entreprise en plein développement. Dans un cas comme dans l'autre, l'arrivée de capitaux étrangers — pour souhaitable qu'elle soit dans une vue à court terme — est toujours lourde de conséquences qu'il est possible de cerner.

Dans un ensemble politiquement organisé — une nation — est-il possible de laisser un pouvoir étranger exploiter à son compte exclusif et pour son seul profit les ressources naturelles et humaines ? Répondre par l'affirmative est admettre que la situation de dépendance est supportable, que l'état de colonisé est un état heureux ! De même, est-il possible d'admettre qu'une firme multinationale désorganise au profit de sa propre stratégie une combinaison

Il est à remarquer que l'option fondamentale sur laquelle reposera la logique du V^e Plan réside dans « l'acceptation, sans espoir de retour, de la compétition économique et de l'ouverture des frontières ». Cette position, lourde de conséquences, était en quelque sorte précisée par la suite du texte. Il s'agissait donc, plus exactement « d'asseoir sur des bases solides la capacité concurrentielle de l'économie française, en vue de préserver son indépendance, d'assurer son expansion dans l'équilibre et de faire d'elle le support d'un progrès social durable ». Une telle option fut par la suite confirmée lors des travaux préparatoires du VI^e Plan dans lesquels on relève la volonté de rendre « inévitable » cette mutation.

d'industries et d'activités seule capable d'assurer le développement harmonieux et protégé de la communauté ?

Dès qu'on a pris conscience de la gravité du phénomène de dépendance, le problème plus général des investissements étrangers s'éclaire de lui-même.

Ainsi, pour un pays comme la France, la volonté de réaliser une expansion continue et relativement indépendante passe par la reconnaissance de l'impossibilité actuelle d'une réponse purement économique à la puissance américaine, comme par la prise de conscience des conséquences futures de tout investissement étranger. A partir de là il est possible de dégager une stratégie de riposte positive basée sur la volonté de préserver l'indépendance pour le plus grand bien de tous les citoyens.

(A suivre.)

P. D'AYMERIES.

La semaine prochaine : *Autopsie du processus de colonisation.*

(1) Selon l'expression du Professeur E. Perroux, in *Indépendance de la nation*, Edit. Aubier-Montaigne, 1969.

(2) Nous aborderons ces deux aspects, plus en détail, dans nos prochains numéros.

(3) Le concept « d'emprise de structure » a été forgé par le Professeur F. Perroux, dans son livre (op. cit.) qu'il faut avoir lu pour saisir dans tous ses aspects le problème de la dépendance et de l'indépendance.

beyrouth : l'erreur

« Plus qu'un crime, une faute. » Ce mot de Talleyrand, après l'exécution du duc d'Enghien, qualifie parfaitement l'attaque israélienne à Beyrouth.

Toutes les guerres font des morts et des blessés. Mais les dirigeants israéliens montrent qu'ils sont prêts à tout pour imposer leur politique. Et la presse française se fait discrète sur les morts de Beyrouth : selon elle, il existe deux sortes de terrorisme, le bon au service d'une cause juste, qui ne fait pas de victimes ou ne tue que des gens sans importance, dont on ne parle pas, et le mauvais qu'il faut condamner sans cesse. A chaque erreur des Palestiniens (Lod, Khartoum), correspond un acte de barbarie israélien, et la presse et l'opinion mondiales continuent à condamner les uns et à oublier les autres.

JUSQU'OU... ?

Il est probable qu'Israël ira encore plus loin. Après Beyrouth, pourquoi pas Tripoli et Alger, puis Paris. Il sera facile d'affirmer, pour se justifier, qu'un quelconque étudiant palestinien de Paris était le chef de *Septembre noir*.

Le gouvernement des Etats-Unis a décidé de maintenir et de renforcer la supériorité militaire d'Israël. Il a pour cela d'excellentes raisons, pas forcément diplomatiques. Mais quand on voit que l'armée israélienne ne recule devant rien, qu'elle manque de sang-froid (affaire du Boeing libyen), on frémit. Des moyens extrêmes ont été employés au service d'une cause qui est plus

celle du Grand Israël, du Nil à l'Euphrate, que celle de la paix.

Mais l'expédition de Beyrouth est aussi une faute. Israël ne gagne rien à supprimer, les uns après les autres, les plus modérés des chefs palestiniens. Après l'affaire du Boeing libyen, Heykal disait aux Palestiniens : « *Frappez où vous voulez, maintenant.* » Cette série d'assassinats (les représentants de l'O.L.P. à Paris, Rome, Nicosie, les dirigeants de Beyrouth) laisse le champ libre aux extrémistes, aux isolés et aux incontrôlés. Il suffit de peu de chose pour que recommence une nouvelle guerre, et il suffit qu'Israël perde une seule bataille pour qu'il soit vaincu. Golda Meïr et Moshe Dayan, forts de l'approbation ou de la passivité mondiales, jouent avec le feu dans une poudrière.

INCONSCIENCE ?

Les dirigeants arabes, bon gré mal gré, se désintéressaient de la Palestine, confrontés à leurs problèmes économiques et démographiques. Ils étaient divisés entre religieux et laïcs, militaires et civils, progressistes et réactionnaires, riches et pauvres. Le centre de gravité du monde arabe se déplaçait vers le Golfe : contrôle du détroit d'Ormuz, rébellion au Dhofar, incidents entre l'Irak et le Koweït. Israël avait intérêt à se faire oublier. Il ne l'a pas compris. Pourquoi ? Mégalomanie ? Inconscience ? Les deux à la fois ? Il ne nous reste plus qu'à attendre l'acte de représailles palestinien, etc.

Une dernière remarque : la réaction du gouvernement pompidolien est beaucoup plus modérée que celle de De Gaulle après l'attaque de l'aérodrome de Beyrouth en 1968. Affaire à suivre.

François GUILLAUME.

lundi 7 mai, paris

**meeting, 21 h hôtel moderne, place
de la république**

samedi 12 mai, orléans

conseil national

dimanche 13 mai, orléans

fête de jeanne d'arc

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

*Je souscris un abonnement de six mois (25 frs) un an (normal 45 frs)
soutien 100 frs)*

Nom Prénom

Adresse Profession

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

le 13 mai, nous serons tous à orléans

Lorsque fut décidée la création du Conseil National, l'organisme qui rassemble autour du Comité directeur l'ensemble des responsables des unités de la N.A.F., il avait été convenu qu'au moins une de ses trois réunions annuelles se tiendrait dans une ville de province. Les assises de notre deuxième Conseil National se tiendront donc à Orléans le 12 mai. Le choix de cette ville n'est pas fortuit. C'est, en effet, la fête de Jeanne d'Arc qui l'a déterminé.

Avec Domrémy, Vaucouleurs, Chinon et Rouen, Orléans est une des villes les plus attachées à la figure de l'héroïne nationale sous le signe de laquelle notre mouvement s'est créé. Ainsi, ce sera une joie pour les instances dirigeantes de fêter à Orléans, symbole de victoire et de renaissance, cette fille de notre peuple décidée, avec l'aide du ciel, à agir en sorte que la France continue et que son roi reprenne en main la maîtrise du destin national.

Les membres du Conseil National seront rejoints dimanche matin à Orléans par des délégations venues de toute la France participer à notre hommage national. Les délégations iront fleurir la statue de Jeanne d'Arc, dans la tradition des défilés de la rue de Rivoli à Paris. Comme toute tradition vivante, la fête de Jeanne d'Arc doit en effet pouvoir renouveler ses formes et ses expressions. Le Comité directeur a jugé que le défilé de la rue de Rivoli avait perdu une grande partie du sens qu'il avait avant-guerre avec les grands concours de foule. Il n'y a plus guère intérêt à défiler aujourd'hui dans le Paris désert des dimanches matins de mai.

Par contre, un hommage rendu dans une ville de province telle qu'Orléans devrait rendre vie à une fête, un rite indispensable à une communauté politique.

Dans le même esprit, après le défilé du matin, un rassemblement réunira dans une pro-

priété de la région l'ensemble des délégations dans une ambiance de détente et de fête. Les lycéens venus de Paris et des principales villes de France accueilleront l'ensemble de nos militants et de nos invités en les faisant participer à une série de *forums* sur les actions qu'ils ont menées ces dernières semaines dans le climat que l'on sait. Des groupes musicaux, des chanteurs avec leur guitare ou des instruments traditionnels, aideront à l'animation de ce rassemblement.

Dès maintenant nous demandons à nos militants de tout mettre en œuvre pour contribuer à son succès.

G. L.

P.-S. — On pourra pique-niquer à midi sur le lieu de rassemblement. Les personnes de la région parisienne sont invitées à se mettre en rapport avec le siège central pour l'organisation du transport (service de cars prévu).

naf an 03

Tous nos lecteurs connaissent maintenant le but de l'opération N.A.F. An 03 : acquérir un nombre d'abonnés supplémentaires capable de donner à la N.A.F.-hebdo un solide équilibre financier pour sa troisième année d'existence.

Avez-vous déjà réfléchi aux personnes que vous pouvez abonner ? Un parent, un ami, celui dont vous préparez la « conversion » depuis des semaines ? C'est le moment d'agir. A vous de jouer.

Pour vous aider dans votre tâche, nous mettons à votre disposition :

- une lettre de prospection pour appuyer votre démarche personnelle (visite, coup de téléphone, mots manuscrits...);
- un dépliant publicitaire avec souche - bulletin d'abonnement à détacher et à renvoyer au journal.

Adressez-nous dès aujourd'hui les commandes.

Tarifs :

- a) Dépliant plus lettre :
2 F les 10 - 9 F les 50 - 15 F les 100 - 65 F les 500 ;

b) Dépliant seul :

10F les 100 - 45 F les 500 - 80 F les 1.000.

Nous rappelons qu'un concours est ouvert entre nos lecteurs jusqu'au 1^{er} juin. Ceux qui recueilleront un maximum d'abonnements verront leurs efforts récompensés :

Premier prix :

Le « Dictionnaire Politique et Critique » de Charles Maurras (valeur 600 F).

Deuxième prix :

« Œuvres Capitales » de Charles Maurras (4 volumes, valeur 200 F).

Troisième au dixième prix :

« Votre Bel Aujourd'hui », de Charles Maurras (valeur 30 F).

Les résultats seront estimés en points :

- abonnement normal un an : 4 points ;
- abonnement soutien : 7 points ;
- abonnement six mois : 2 points.

Seuls les abonnements parvenant avec la mention de votre nom seront pris en considération.

Il vous reste cinq semaines.

Bonne chance !

Yvan AUMONT.

**pour le 13 mai :
mettez-vous dès
maintenant en rapport
avec le siège**

mouvement royaliste

RÉGION PARISIENNE

Meeting lundi 7 mai : démarrage d'une semaine d'action jusqu'à la fête de Jeanne d'Arc. 21 h : Hôtel Moderne. 8 bis, place de la République (11^e).

Section du 15^e

CLAMART - ISSY - VANVES

Reprise de la permanence, le 4 mai, à 21 heures, au Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (salle en sous-sol), métro Convention. Au cours de cette réunion, tous renseignements sur la fête de Jeanne d'Arc 1973 qui revêtira cette année un caractère nouveau.

LE MANS

Dîner-débat le samedi 28 avril, à 20 heures : « Quel projet révolu-

tionnaire ? » avec la participation de Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F., au 12, place des Jacobins (tél. 28-16-74), participation aux frais : 10 F.

TROYES

Conférence le samedi 28 avril à 20 h 45, par M^r G.P. Wagner, président du Comité directeur de la N.A.F. : « Après l'entracte électoral, que faire maintenant ? ».

Au Butat (salle réservée), rue de Turenne, à Troyes.

LONS-LE-SAUNIER

Vendredi 27 avril, à 20 h 30, salle de la mairie, conférence de P.-H. DUROCHER : « La République et le pouvoir populaire ».

VENDEE

Réunion le dimanche 29 avril à partir de 14 h 30, au restaurant « Les Loges » (salle du 1^{er} étage) — route des Sables, à gauche, à 8 km de La Roche — avec la participation Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F. - Buffet campagnard - Bar - Librairie.

SESSION RÉGIONALE DES UNITÉS DU SUD-EST

Les samedi 5 et dimanche 6 mai à Avignon, avec la participation de Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F. et de Nicolas Kayanakis, directeur de la Propagande.

Cette session vise à une meilleure intelligence de notre action, de ses raisons et de ses moyens. Elle s'adresse à tous ceux qui, de

près ou de loin, suivent notre combat.

Son importance en fait une obligation pour les adhérents et cadres régionaux de la N.A.F. : si nous voulons améliorer l'organisation régionale du mouvement royaliste et, par là, accroître son impact, il va de soi que tous ceux qui en ont la charge doivent participer à cette session.

S'inscrire au plus tôt auprès de Jean de Decker, N.A.F., 4, square des Postes, 38 - Grenoble. La participation aux frais (du samedi 14 h au dimanche après-midi) est de 40 F par personne. Une circulaire donnant le programme de la session et tous les détails pratiques sera envoyée aux inscrits.

Nicolas KAYANAKIS.

mythes modernes et aliénation

Désaliéné, l'homme moderne ? Cette bonne blague

Le mot **aliénation** est décidément rentré dans le vocabulaire courant. Faut-il voir dans ce fait l'emprise du marxisme sur les esprits ? Ce n'est pas douteux. Encore est-il nécessaire d'apprécier très exactement la portée et la signification d'un mot sur lequel les disciples de Marx sont très loin de s'accorder. Pour les uns, il condense l'essentiel du marxisme, pour les autres, il n'est significatif que d'une phase préparatoire après laquelle, la science de l'histoire étant constituée, il disparaît en même temps que l'anthropologie, le discours humaniste où le jeune disciple de la philosophie des lumières s'était complu.

Personnellement, je pense que les premiers ont raison contre Althusser et je vois dans la théorie marxiste de l'aliénation, l'élément le plus important du système, j'ajouterai : le plus fécond, infiniment plus fécond que ne l'a cru Marx lui-même. Être aliéné, c'est être déposé d'un bien, d'un avoir ; par delà l'avoir c'est être mutilé dans son être. A la limite extrême, c'est devenir étranger à soi-même. Si l'on creuse dans ce sens, on n'est pas loin de découvrir des implications infinies qui feront la joie des métaphysiciens et des spirituels.

Marx, évidemment, est à cent lieues de reconnaître ces implications. Ses préjugés matérialistes le lui interdisent, au même titre que ses illusions modernistes qui lui font croire que, dans le fond, il n'est pas très difficile pour l'homme de se désaliéner. Prétention incroyable, croyance inouïe partagées par beaucoup de courants de pensée contemporains : l'homme moderne va inaugurer le règne de la liberté, après avoir eu raison du règne de la nécessité.

LA FIN DES IDEOLOGIES ?

Jacques Ellul, avec son dernier livre **Les Nouveaux possédés** (1) vient singulièrement secouer la bonne conscience et les prétentions de Marx, ses compères et toute leur postérité. Qui est, dit-il en substance, cet homme libéré, désaliéné, dont on se fait gloire ? Il se veut la mesure de toute chose, libre, ne recevant la loi de sa conduite d'aucune autorité ou norme extérieures à lui. Il est la raison même, émancipé de toute idéologie, mythologie, métaphysique, religion, jetant sur toute chose le regard transparent de la science. Enfin, l'homme moderne est forcément bon. Si, par extraordinaire, il commet des horreurs et multiplie les cruautés, ce n'est pas lui le coupable. Nous sommes tous des innocents, c'est bien connu. Le jour où les problèmes de pénurie seront réglés, dirait J.-J.S.-S., la violence aura disparu de la face de la terre.

Cette typologie de l'homme moderne est si forte, qu'elle a impressionné jusqu'à des gens d'Eglise qui ont cru qu'elle justifiait une nouvelle théologie, une approche de la foi radicalement différente. D'où par exemple tout le courant des théologiens de la mort de Dieu, dont les meilleurs représentants, un Tillich, un Bonhoeffer en sont nullement négligeables. Le monde moderne est un univers désacralisé, nous sommes désormais à l'ère de la **cité séculière** (2). Tel est le point de départ de ce

courant, la constatation irrécusable qui remet tout en cause.

Ainsi, Marx aurait-il eu raison en montrant que le phénomène religieux, comme tout ce qui rentre dans la catégorie des idéologies, constituait une conscience fautive, une justification mensongère d'une situation économique donnée. La religion était bel et bien une aliénation dont le progrès de l'histoire aurait raison. Il faut en prendre acte : la dissociation de la foi et de la religion compte parmi les idées-forces des nouveaux théologiens, dans la mesure où la religion est liée selon eux à un monde sacralisé maintenant disparu.

LE SACRÉ AUJOURD'HUI

Nous serions donc dans un univers désacralisé ? Jacques Ellul n'en croit rien. Et de citer le mot de Khrouchtchev à Nasser en 1961 : « **En tout honneur, je vous mets en garde, je vous le dis : le communisme est sacré.** » Si, incontestablement, le progrès scientifique, l'évolution des mentalités et des mœurs ont rendu caduques un certain nombre de représentations, de mythes grâce auxquels l'individu se situait par rapport au cosmos, son propre destin, et son groupe social, il n'est pas vrai qu'il n'y a plus de mythes aujourd'hui. Les mythes modernes ont remplacé les anciens.

Le cosmos, la nature ne sont plus les références spontanées de l'homme moderne dans la mesure où son milieu de vie a été entièrement technicisé. « **En présence, au cœur de ce milieu technique, écrit Ellul, l'homme éprouve l'urgent besoin de se situer, de découvrir un sens et une origine, une authenticité dans ce monde de l'inauthenticité (Castelli), des axes de compréhension, d'interprétation, de possibilité d'action — c'est-à-dire un sacré.** » Du coup c'est la société technicienne qui va se trouver sacralisée.

Il est curieux de constater qu'il y a une dialectique de la désacralisation, où le facteur qui a provoqué la transgression de l'ordre ancien devient à son tour tabou. Ainsi cette société technicienne qui a refoulé les mythes liés au cosmos retrouve en échange les caractères sacrés : « **Pour avoir imposé à la société sa raison, sa technique, ses procédures, l'homme se voit contraint de s'associer à elle de la façon la plus intime. Cette société ne peut plus vivre, se mouvoir, s'accroître sans avoir d'âme. Elle ne peut avoir d'autre âme que celle de l'homme. Elle l'exige, et comment la refuserait-on à ce grand corps puissant qui contient toutes les promesses et toutes les menaces ? Elle ne peut s'accomplir qu'en accédant au sacré, mais celui-ci n'existe que dans l'immédiateté à l'homme, et dans le sacrifice de l'homme. Voici que nous entrons dans cette condition également intolérable (pour le moment) d'une communion sacrale par l'absorption progressive dans un artificiel qui nous avait servi à nous dégager de l'absorption première dans le naturel.** » On peut remarquer que cette sacralisation de la société technicienne correspond à la sacralisation démocratique. En coupant la tête au roi, les grands ancêtres opéraient l'acte de transgression par excellence, celui qui en rejetant le roi-prêtre et père jetait bas tout l'édifice de

de l'ancien régime dont les bases étaient indiscutablement religieuses. Mais du fait même de la transgression, la nation moloch prenait la place du monarque de droit divin, et les droits de cette nouvelle entité fantastique devenaient divins. La guerre, une guerre sainte, la guerre moderne et totale était la théophanie de cette nouvelle divinité. Les conséquences en furent terribles pour la civilisation : nous vivons encore ce terrible temps des guerres d'enfer.

Mais il faudra revenir là-dessus. Pour en finir avec la société technicienne sacralisée, nous suivons pleinement Ellul dans sa démonstration : **la technicité est sacrée parce qu'elle est l'expression commune de la puissance de l'homme et que, sans elle, il se retrouverait pauvre, seul et nu, sans fard, cessant d'être le héros, le génie, l'archange qu'un moteur lui permet d'être à assez bon compte.**

Comme tout sacré, la technique appelle son pôle négateur, sa propre transgression. Ellul le découvre, non sans raison, dans le sexe : **la gravité que l'on y rattache, la fureur qui s'y adjoint lorsque l'on contredit à cela, montre la profondeur du fait. Le sexe n'est plus un domaine d'activité naturelle libre, il est un instrument de combat — combat pour la liberté. Liberté sexuelle ? Non point. La liberté tout court — celle de la sexualité étant simplement un signe, une manifestation concrète. Combat pour s'affirmer autonome et apte à vivre en soi, combat contre un ordre, il ne s'agit plus de désacraliser le domaine sexuel mais de désacraliser l'ordre par la transgression sexuelle.**

Mais selon la dialectique précédemment décrite, le facteur de transgression est exalté, au-delà de l'imaginable. Désaliéné, l'homme moderne ? Cette bonne blague !

Gérard LECLERC.

(1) Jacques Ellul — *Les nouveaux possédés* — 285 pages, 25 francs.
(2) Cf. le livre d'Harvey Cox dont le titre est précisément *la Cité séculière*.

cassettes

Les forces politiques
après les élections

Quatre conférences de Bertrand
Renouvin :

1. Le Parti communiste est-il encore une force révolutionnaire ?
2. Ancienne et nouvelle gauche.
3. Droite et extrême-droite.
4. La N.A.F. dans l'histoire et pour le futur.

Chaque cassette : 23 F franco.

Le jeu de quatre cassettes : 63 F franco.

Envoi après paiement au C.C.P.
N.A.F. 642-31 Paris.

Adressez rapidement vos commandes au Service librairie de la N.A.F.,
17, r. des Petits-Champs, 75001 Paris.